

Emploi dans la Fonction publique: ordonnances et traitement de choc libéral

L'emploi a été déclaré priorité du gouvernement Villepin. Pourtant l'Etat employeur continue à pratiquer une politique brutale de suppressions d'emplois.

Présentées comme un ralentissement, les 5000 suppressions d'emplois prévues en 2006 s'ajoutent à celles des années précédentes pour atteindre plus de 15000.

Dans la lignée du gouvernement Raffarin, le gouvernement soigne sa communication, laissant croire que les suppressions d'emplois sont moindres que celles prévues initialement. Cette méthode de désinformation commence sérieusement à être éprouvée.

L'annonce de ces suppressions d'emplois est à rapprocher des déclarations de Thierry Breton se disant convaincu que plus de 5000 postes seront supprimés. Sa conviction peut-être confirmée, la mise en place de la LOLF (Loi Organique relative aux Lois de Finances) permettant à chaque ministère de pouvoir faire des "économies" supplémentaires en personnels.

Les lettres de cadrage envoyées à chaque ministère ne pourront que renforcer la conviction des personnels sur la volonté de ce gouvernement de continuer la casse de la fonction publique et des services publics. Les objectifs fixés ("culture de résultats", "lever les obstacles structurels", "continuer les réformes") restent dans la droite ligne d'un vocabulaire dont les agents de la fonction publique connaissent les conséquences néfastes sur l'emploi, mais aussi sur leurs conditions de travail et sur la perte de missions de services publics.

Par ailleurs, le dialogue social est toujours bloqué, le gouvernement incluant dans les projets pour lesquels il pourra légiférer par ordonnance, le PACTE junior et la suppression des limites d'âge pour les recrutements dans la Fonction publique, alors même que ces dossiers sous une présentation sociale sont largement contestables, créant plus de précarisation et accentuant la volonté d'introduire des distinctions au mérite individuel dans la fonction publique.

La politique de l'emploi de l'Etat employeur s'inscrit parfaitement dans la logique de celle menée et présentée comme voulant remédier à la situation de l'emploi en général. Le gouvernement délaisse les remèdes sociaux pour inoculer encore d'avantage le virus libéral. C'est un autisme total face aux mobilisations du premier trimestre et au résultat du vote du 29 mai dernier.

Solidaires "Fonctions publiques et assimilés" s'emploiera à préparer les mobilisations unitaires nécessaires pour riposter aux prescriptions libérales du gouvernement.

Union syndicale Solidaires Fonctions Publiques et Assimilés

93 bis rue de Montreuil 75011 Paris

Tel: 01 58 39 30 11 contact@solidaires.org

SNUCCRF - SNUI - Solidaires Douanes - Solidaires Justice- SPASMET Solidaires – SUD ANPE - SUD CDC - SUD Centrale Minefi -SUD Collectivités Territoriales - SUD Culture - SUD Education -SUD INSEE - SUD PTT - SUD Recherche EPST - SUD Rural- SUD Santé-sociaux - SUD Travail/affaires sociales - SUD Trésor- SUI